

Conférence de Mexico, juin 1975

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **63 (1975)**

Heft 9

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-274252>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ETRANGER

CONFÉRENCE DE MEXICO, juin 1975

La Conférence de Mexico a fait couler déjà beaucoup d'encre et de salive. Nous pensons intéressant de donner deux visions bien différentes : le point de vue de la délégation suisse, tout d'abord, et puis celui plus individualiste de Vera Florence, envoyée comme observatrice par la Radio suisse romande. Elle a pu assister à de nombreuses réunions de la "Tribune", c'est-à-dire la Conférence des Organisations non gouvernementales, qui se tenait à 60 km de la conférence officielle. C'est dire que géographiquement, intellectuellement et affectivement, les deux manifestations étaient bien différentes.

LE PETIT LIVRE ROUGE DE MEXICO

A Mexico, la Conférence mondiale de l'année internationale de la femme réunissait les déléguées de 133 pays, avec la participation de 1985 déléguées, au Ministère des Affaires étrangères sur la Place des Trois Cultures, qui cotoie des ruines aztèques, un ancien couvent espagnol et l'édifice ultra-moderne du Ministère ; et au Centre médical, à l'opposé de Mexico, 5915 femmes de 80 pays pour la Tribune libre présidée par la Chilienne Marcia Bravo, qui devait déclarer lors de la clôture : « le 50 % des problèmes des femmes sont les hommes ».

De la politique au Ministère des Affaires étrangères, mais aussi une tribune de la femme dans le grand auditorium du Centre médical mis gratuitement à disposition par le gouvernement mexicain.

Tandis qu'au Palais de Tlatelolco la Conférence internationale de la femme, enfermée dans les formes rigides de l'ONU, plait sous le poids des discours monotones des gouvernements et des projets écrits de résolution et d'amendements, à l'autre bout de la ville, au Centre médical de Mexico, siégeait une véritable convention de la révolution des femmes. Née d'une initiative des organisations non gouvernementales accréditées à l'ONU, la « Tribune » s'est transformée en assemblée de contestation permanente où se sont exprimées les causes les plus hétéroclites, touchant à la condition de la femme dans le monde.

On y a débattu des thèmes politiques et sociaux comme le statut légal de la femme, la santé et l'alimentation, l'agriculture et le développement rural, l'éducation, la femme au travail, la femme et le planning familial, la femme et le désarmement, à côté d'autres problèmes mineurs.

A cette « Tribune libre » ainsi que l'ont souligné constamment les organisatrices qui dirigeaient la discussion, des micros avaient été placés en plusieurs points de l'auditorium pour permettre à l'assistance de participer aux débats.

Dans la foule de participantes et le torrent de paroles qui ont marqué la Conférence et la Tribune à Mexico, deux femmes, deux féministes, ont joué un rôle moteur : Elisabeth Reid, conseiller du premier ministre d'Australie et Betty Friedan, créatrice du mouvement féministe américain contemporain, auteur de « La femme mystifiée ».

Ces deux femmes ont des personnalités aussi différentes que possible. Elisabeth Reid possède un tempérament pratique et militant lié à une connaissance approfondie du droit, de l'économie et une éloquence directe. Betty Friedan défend l'intellectuelle, démontre avec autorité la subordination de la femme due non seulement à la société mais à elle-même.

Elisabeth Reid a de la compassion pour les femmes exploitées, dans le monde industriel comme dans le monde sous-développé. Betty Friedan défend la femme en face des gouvernements, des gouvernements d'hommes qui ne la représentent pas. Toutes deux ont lutté contre la politisation de la conférence, une manipulation a dit Betty Friedan, et une exploitation des revendications féministes au profit des intérêts gouvernementaux.

Par Vera Florence

Il ne faut vraiment pas être exigeant pour s'estimer satisfait des vœux pieux votés à Mexico, dans la confusion intellectuelle née du fait que les femmes ont adopté les « priorités des hommes ». Esclaves du rituel international masculin, elles ont laissé une certaine liberté d'esprit s'enfuir à tire d'ailes. Une farce ? Non. Une occasion manquée ? Non plus. Il s'agit d'un événement porteur d'avenir. Bien sûr, il y a lieu de retenir de cette conférence internationale une déclaration et un plan d'action portant sur dix ans, passant par l'égalité réelle entre hommes et femmes à tous les niveaux de notre vie en société, et la garantie de l'égalité d'accès à l'éducation, à l'emploi et à la santé.

A tout prendre la « Tribune libre » semble avoir été plus proche des réalités à améliorer et des objectifs concrets à atteindre que la conférence officielle. Pourquoi prendre pour cibles des travers qui ont précisément bloqué des conférences mondiales d'hommes ? Les participants auraient dû mettre l'accent sur ce qui les unit plutôt que de l'élargir le fossé en s'acharnant sur ce qui les désunit sur le plan politique.

Un bilan assez négatif a été dressé par Mme Elisabeth Reid, à laquelle le plan d'action doit beaucoup : « Je ne pense pas que la conférence ait eu des effets bénéfiques sur les chefs de

gouvernements puisqu'ils n'y étaient pas ; je ne pense pas non plus qu'elle ait contribué à sensibiliser ou à informer les véritables responsables puisqu'ils n'étaient pas présents dans leur majorité ; je ne crois pas non plus qu'elle ait contribué à informer ou à éduquer l'opinion mondiale puisque l'ensemble de la presse n'a parlé que de confrontations sur les problèmes des femmes ».

Et pourtant les femmes ont eu une alliée solide, pendant quelques jours, en la personne de Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, qui a rappelé que les mouvements révolutionnaires avaient toujours utilisé les femmes dans le combat en reléguant leurs revendications propres aux calendes grecques, et prêté que le nouvel ordre économique auquel aspirent certains serait un ordre d'hommes si les femmes n'y sont pas dès maintenant.

Quant au trait d'union entre la conférence officielle et la « Tribune libre », c'est à Mme Helvi Sipilä que nous le devons. En sa qualité de secrétaire générale de la conférence, elle est venue à la « Tribune » rassurer les 2500 femmes qui lui avaient envoyé une délégation dans le but d'obtenir des changements dans le plan d'action. « Je veux que vous sachiez, devait déclarer Mme Sipilä — que vous êtes aussi importantes que les participants à la conférence officielle. Il appartient à vos gouvernements d'appliquer ce plan d'action durant une décennie. C'est votre pouvoir à vous toutes ! Tâchez de créer une communauté qui puisse concrétiser le véritable but de cette réunion de Mexico, à savoir la création d'un véritable réseau de femmes prêtes à lutter pour l'avenir. Ce n'est pas une fin, c'est un début ».

Enfin, en ce qui concerne notre délégation, admirablement conduite par le Dr Silvio Masnata, ambassadeur de Suisse à Mexico et assisté du Dr Marcus Kaiser, du Département politique fédéral, de Mme Lilli Nabholz-Heidegger, présidente du Comité suisse pour l'Année internationale de la Femme et de Mme Edith Zimmermann, vice-présidente du Conseil international des femmes, je me permets de me poser trois questions qui pourraient être les vôtres :

1. Depuis quand le Conseil fédéral était-il informé dans le détail d'une participation de notre pays à ce Congrès ?
2. Pourquoi les Associations féminines suisses n'ont-elles pas été informées dans le détail aussi, des possibilités qui s'offriraient à toutes celles qui le désiraient, de participer au Congrès ?
3. L'allocation de notre ambassadeur, rédigée par le Département politique fédéral, n'a pu de ce fait présenter les opinions de toutes les Associations faitières des femmes de notre pays.

Nous venons de tourner une page importante quoiqu'on dise de cette Année de la femme, c'est une prise de conscience, un réveil général face à une injustice qui dure depuis des siècles. Il ne faut plus que les gouttes d'eau se perdent dans l'océan de l'indifférence et de la méfiance. Voilà pourquoi on peut dire, avec la plus grande franchise, que le Congrès de Mexico a été un succès quant à l'esprit de communication qui s'est établi entre les femmes de tous les pays.

Vera Florence

Les votes de la délégation suisse à Mexico

La déclaration élaborée à Mexico par 77 pays en voie de développement contient des propositions très intéressantes sur la participation des femmes à la vie économique et sociale. Mais dans son préambule figurent ces mots : « Le sionisme constitue un obstacle à l'émancipation de la femme ». Le vote est alors devenu politique surtout qu'il a été fait par appel nominal des 133 pays participant à la Conférence et non globalement à main levée comme d'autres décisions prises à cette Conférence.

La délégation suisse, présidée par notre ambassadeur à Mexico M. Masnata, s'est abstenue. Mme L. Nabholz, membre de la délégation officielle suisse m'a donné l'explication suivante :

« C'est pour une raison de neutralité politique que la Suisse s'est abstenue. Cette attitude traduit la conviction de la majorité de la délégation et aussi l'opinion du Département politique fédéral (DPF) dont on a demandé l'avis avant de voter. Du moment qu'il s'agissait d'une position politique vis-à-vis du problème israélo-palestinien la délégation officielle, hommes et femmes, était tenue par les directives du DPF. Dans la délégation on ne peut pas parler d'une influence masculine ou féminine. L'essentiel c'est que la Suisse, à cause de sa politique de neutralité, ne se mêle pas de la politique intérieure d'autres pays. C'est pourquoi la Suisse ne s'est pas exposée dans ces débats ».

L'Union des sociétés féminines israéliennes en Suisse et la Fédération

suisse de la Wizo ont protesté contre ce vote dans un article intitulé « UNESCO, OMS et maintenant Mexico ».

Plusieurs femmes d'autres associations ont regretté le tour politique de cette conférence internationale dans laquelle elles avaient mis beaucoup d'effort, souhaitant y voir apparaître les signes d'une véritable solidarité féminine.

Plusieurs mois avant la conférence de Mexico, le DPF avait pris contact avec l'Alliance de sociétés féminines suisses pour avoir quelques noms de femmes suisses pouvant faire partie de la délégation. L'Alliance a été alors très honorée d'avoir la confiance du DPF. Mais les contacts se sont arrêtés là. Le discours officiel de notre chef de la délégation sur la situation de la femme en Suisse a été rédigé entièrement par le DPF sans rien demander aux associations féminines suisses. Je regrette pour ma part cette attitude paternaliste.

Je me demande aussi ce que le DPF va faire des très bons textes (car il y en avait aussi) votés à Mexico et en particulier quelle suite sera donnée au plan d'action pour l'émancipation de la femme dans la prochaine décennie (égalité des chances, aide à la femme qui travaille, droit au travail...). La Suisse les a votés. Espérons qu'elle saura les mettre en pratique... sans paternalisme !

Jaqueline Berenstein-Wavre

On peut se procurer les textes des discours des délégués suisses et l'explication de vote auprès du Dr M. Kaiser, DPF, 3003 Berne.

La 22^e Conférence de l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireurs

La 22^e Conférence de l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireurs vient de se tenir à l'Université de Brighton. Près de 500 participantes venues de 86 pays différents avaient envahi le campus et représentaient les 6 500 000 guides et éclaireurs du monde entier. Rien de plus varié que leurs « uniformes » que ce soit le sari indien, le pantalon pakistanaï, les voiles blancs du Soudan ou les tenues occidentales bleues, vertes, jaunes et marron.

Les déléguées, réunies dans une salle bénéficiant de traduction simultanée en anglais, français et espagnol, avaient d'importantes décisions à prendre pour la bonne marche et l'orientation de leur association. Elles avaient aussi à réfléchir, en plus petit groupe, sur les « valeurs morales et spirituelles » du scoutisme, et à voir comment se présentait l'Association mondiale dans le monde d'aujourd'hui.

En cette année internationale de la Femme, il faut souligner que le but même de l'A.M.G.E. est d'offrir aux jeunes filles l'occasion de s'éduquer par elles-mêmes dans le domaine de la formation du caractère, de la responsabilité civique et du service de la communauté ; et qu'aujourd'hui l'Association met particulièrement l'accent sur le rôle que peuvent jouer les Guides et les Eclaireuses dans le développement national et la paix mondiale. Certainement ces mêmes buts sont aussi reconnus par l'Association Mondiale des (Boy) Scouts, mais il est je pense inutile de justifier ici l'existence d'une association strictement féminine, et d'autre part ceci n'exclut pas la coopération avec le scoutisme masculin qui est déjà une réalité à de nombreux niveaux.

Dans les pays occidentaux, de nombreux jeunes ont trouvé dans le guidisme réponse à la grande soif d'idéal qui apparaît dans les sociétés dites de « consommation ». Cependant l'image de marque du scoutisme reste assez poussiéreuse, malgré le nombre de femmes éminentes formées par lui et qui ont pris leurs responsabilités dans des domaines divers (Mrs Sipilä à l'ONU en est un exemple connu), et malgré le travail entrepris sur des problèmes d'actualité tels que celui des travailleurs migrants ou de l'environnement.

Dans les pays en voie de développement par contre, l'action des Guides et des Eclaireuses est d'emblée mieux comprise, car elle s'exerce dans des domaines tels que l'alphabetisation, l'hygiène, la nutrition, l'aide sociale et la formation des jeunes en soutenant le travail des Nations Unies. Les gouvernements nationaux reconnaissent si bien la valeur de cette éducation qu'ils ont parfois la tentation de la reprendre à leur compte par la création d'une jeunesse politique unifiée. Ceci est fort dommage pour l'association nationale qui perd alors le droit de s'organiser elle-même et de choisir sa propre orientation, et par là même ne peut plus faire partie de l'association mondiale. Elle se trouve alors enfermée à l'échelon d'un pays et souvent d'un parti unique, au lieu de pouvoir profiter de la grande richesse des échanges internationaux au sein du mouvement mondial.

En tenant compte de la grande diversité des associations nationales, l'Association mondiale cherche à promouvoir quelques idées force qui sont la base même du guidisme ou du scoutisme, en affirmant par exemple que le développement de toute communauté passe par le développement de chacune, et son épanouissement au service des autres.

Lucille Charguéraud

Membre de l'équipe représentant, l'A.M.G.E. auprès des Nations Unies à Genève.



KYBOURG

ECOLE DE COMMERCE

GENÈVE — 4, Tour-de-l'Île — Tél. 28 50 74

Dir. : M. KYBOURG

Membre de l'Association genevoise des Ecoles Privées AGEF

Préparation aux fonctions de

SECRÉTAIRE DE DIRECTION trilingue ou quadrilingue
SECRÉTAIRE-STÉNOGRAPHIE trilingue ou quadrilingue
SECRÉTAIRE-COMPTABLE trilingue
STÉNOGRAPHIE bilingue ou monolingue
EMPLOYÉ(E) DE BUREAU bilingue ou monolingue

Langues étrangères enseignées

ANGLAIS : 5 niveaux ; préparation aux examens de la British-Swiss Chamber of Commerce
ALLEMAND : 5 niveaux
ESPAGNOL : préparation aux examens de la Cámara oficial española de comercio en Suiza
ITALIEN : préparation au Diploma di lingua italiana della « Dante Alighieri »
STENO ET DACTYLO : préparation aux Concours officiels de Suisse romande.